

Note thématique sur le financement climatique: le financement de l'atténuation

Fondamentaux
du financement
climatique **4**

FÉVRIER 2022

Charlene Watson, ODI, Liane Schalatek, HBS,
et Aurélien Evéquoz

Les progrès en matière de réductions ambitieuses d'émissions ont été lents à ce jour. Le financement climatique peut jouer un rôle crucial en soutenant les pays en développement à effectuer une transition vers les systèmes de production et de consommation d'énergies plus durables sur le plan environnemental, tout en répondant aux priorités de développement de la sécurité énergétique et de la pauvreté énergétique. Actuellement, les principales sources de financement public internationales destinées à l'atténuation sont le Fonds pour les technologies propres (CTF), le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), administrés par la Banque mondiale. Opérationnel depuis 2015, le FVC, est progressivement devenu la principale source de financement d'atténuation : rien qu'en 2021, il a approuvé le montant le plus élevé de financements de l'atténuation, avec 1,369 milliards US\$ pour neuf projets d'atténuation au cours de la seconde année de sa première période de reconstitution (FVC-1). Actuellement, environ 46% du financement approuvé depuis 2003 provient des initiatives spécifiques de financement climatique suivies par la Mise à jour des fonds climatiques (CFU) et approuvées pour des activités d'atténuation (à l'exclusion du REDD+ : réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi qu'à leur gestion durable et à la conservation et à l'amélioration des stocks de carbone forestier). Il s'agit en grande partie de soutenir le développement et le déploiement des énergies renouvelables et des technologies d'efficacité énergétique dans les pays à croissance rapide. Le montant cumulé des financements approuvés pour l'atténuation des émissions mondiales a été de 12,9 milliards US\$ en décembre 2021.

Introduction

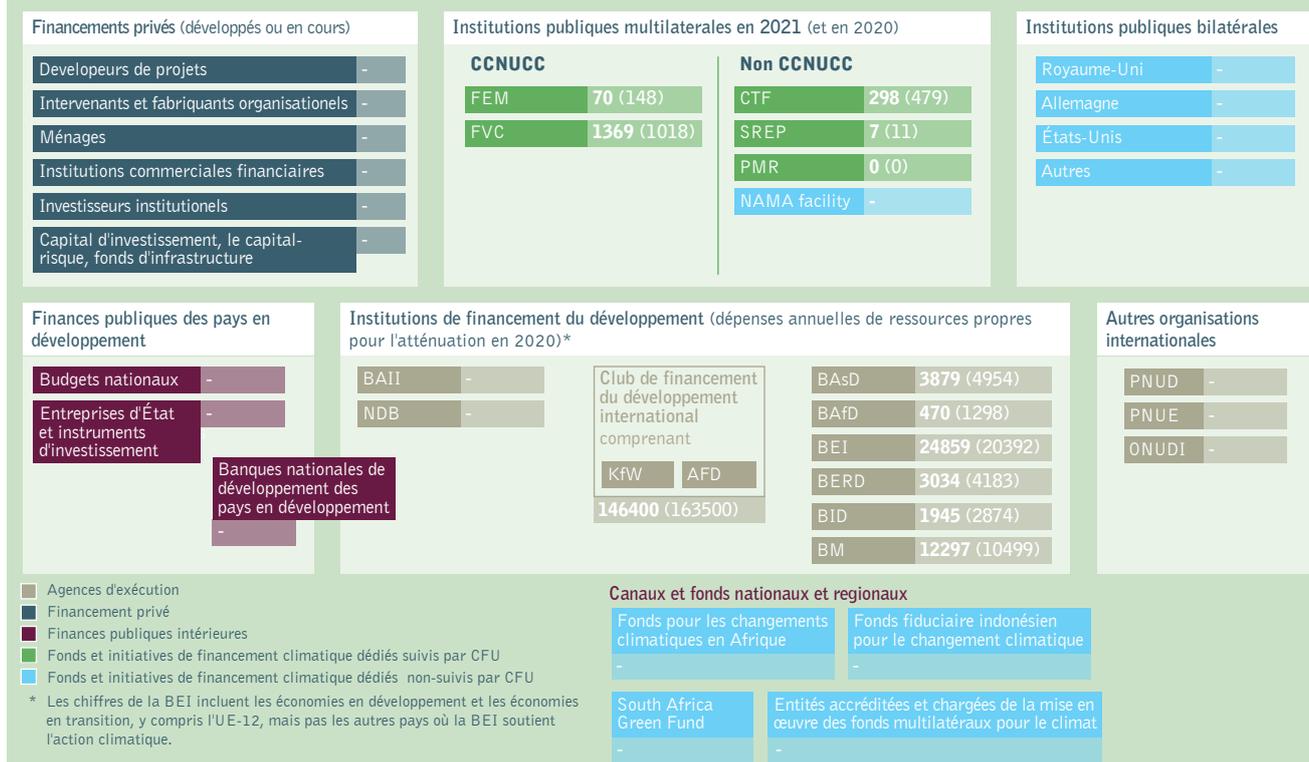
Il y a consensus mondial - confirmé par le 5^{ème} rapport du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat - sur l'impératif de maîtriser le réchauffement climatique à 2°C si l'on veut éviter ses effets les plus dangereux (GIEC, 2014). L'Accord de Paris a soulevé l'ambition de maintenir le réchauffement climatique plus proche de 1,5°C, augmentant ainsi encore la mise (CCNUCC, 2015). Le rapport spécial 2018 du GIEC a montré que les effets du réchauffement climatique à 1,5°C seront considérablement moins importants qu'à 2°C, un objectif envisageable grâce aux transitions profondes des systèmes énergétiques, fonciers, urbains, d'infrastructure et industriels, mais que la fenêtre d'opportunité pour y arriver pourrait se fermer très vite (GIEC, 2018). Cependant, le dernier rapport du GIEC, le premier publié dans le cadre de sa 6^{ème} évaluation en cours, a averti que le changement climatique est encore plus rapide et s'intensifie plus vite que les estimations précédentes (GIEC, 2021). Cet effort immédiat de réduction des gaz à effet de serre (GES) incombe principalement aux pays développés même s'il est essentiel que les pays en développement intègrent l'atténuation climatique dans leurs plans de développement et appliquent des stratégies de développement bas-carbone (CCNUCC, 2021a and 2021b). Le financement international pour le climat aide les pays en développement à mettre en œuvre des actions d'atténuation

prioritaires, y compris des programmes sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le transport durable.

Quels sont les principaux fonds climat d'aide à l'atténuation ?

La graphique 1 présente un aperçu de l'architecture globale du financement de l'atténuation, tandis que le tableau 1 et le graphique 2 présentent les principaux fonds multilatéraux pour le climat suivis par les CFU qui soutiennent les actions d'atténuation dans les pays en développement. Les fonds varient considérablement en fonction de l'ampleur des projets d'atténuation et des programmes qu'ils peuvent accueillir ainsi que du nombre de pays en développement qu'ils soutiennent. Par exemple, les 166 projets approuvés dans le cadre du CTF profitent à un petit nombre d'économies de marché émergentes pour réaliser des actions à plus grande échelle. Le CTF a approuvé 5,7 milliards US\$ sous forme de prêts essentiellement programmatiques à ces pays¹. En revanche, les 542 projets individuels financés par des subventions soutenant l'atténuation dans le cadre des FEM-4, 5, 6, 7, qui couvrent la plupart des pays en développement, représentent un peu moins de la moitié de ce montant. Le Système d'allocation transparente des ressources (STAR) du FEM permet aux pays en développement ayant un faible revenu par habitant d'accéder à un financement à petite échelle pour l'octroi des subventions d'atténuation par le FEM.

Graphique 1 : Architecture de financement de l'atténuation (millions US\$)



Fonds et initiatives multilatéraux		Institutions de financement du développement	
CTF	Clean Technology Fund (Fonds de technologies propres mis en oeuvre par BM, BAsD, BAfD, BERD et BID)	AFD	Agence Française de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	BAfD	Banque Africaine de développement
FVC	Fonds vert pour le climat	BAsD	Banque Asiatique de développement
NAMA facility	Nationally Appropriate Mitigation Action facility (Facilité d'action d'atténuation appropriée au niveau national, Royaume-Uni, Allemagne, Danemark et CE)	BEI	Banque européenne d'investissement
PMR	Partnership for Market Readiness (Partenariat pour la préparation du marché)	BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
SREP	Scaling Up Renewable Energy Program in low income countries (Extension du programme d'énergie renouvelable, mis en oeuvre par BM, BAsD, BAfD, BERD et BID)	BID	Banque Américaine de développement
		BM	Banque Mondiale
		KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque Allemande de développement)
		NDB	Nouvelle banque de développement
Autres organisations internationales			
ONUDI	United Nations Industrial Development Organization (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel)		
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement		
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement		

En cinq ans, le FVC a approuvé 3,9 milliards US\$ pour des projets axés sur l'atténuation, dont plus des deux-tiers sous la forme de prêts concessionnels. Au cours de cette période, le FVC a également approuvé 47 projets multi-foyers d'une valeur de 3,1 milliards US\$, le plus important étant un programme de 378 millions US\$ pour les mécanismes de financement de l'énergie durable (SEFF) dans 10 pays.

Parmi les plus petits fonds, le Programme de développement des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP) des Fonds d'investissement pour le climat (CIF), qui se concentre sur l'augmentation de la production d'énergie renouvelable et l'amélioration de l'accès à l'énergie dans les pays en développement les plus pauvres, a approuvé

674,2 millions US\$ pour 83 projets en décembre 2021. Le Partenariat pour la préparation du marché (PMR), quant à lui, compte 42 projets valorisés à 83,4 millions US\$ dans les pays à revenu intermédiaire afin de mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir l'investissement privé dans les activités d'atténuation par le biais de subventions.

Origine des financements engagés et déposés pour l'atténuation

À ce jour, les promesses faites aux fonds du tableau 1 (hors FVC)³ du Royaume-Uni, des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne et de la France représentent 74% des 11,5 milliards US\$ engagés au total (graphique 3).

Tableau 1 : Principaux fonds d'appui à l'atténuation (2003-2021, millions USD)²

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Projets approuvés
Clean Technology Fund (Fonds pour les technologies propres, CTF)	5783,2	5783,2	5657,5	166
Fonds vert pour le climat (FVC-IRM, FVC-1)	20321,3	12921,1 ³	3944,5	49
Fonds pour l'environnement mondial (FEM-4, 5, 6, 7)	4083,9	4068,7	2336,1	542
Scaling Up Renewable Energy Program (Extension du programme d'énergie renouvelable, SREP)	778,6	778,6	674,2	83
Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, GEEREF)	281,5	275,5	223,6	19
Partnership for Market Readiness (Partenariat pour la préparation du marché, PMR)	131,5	129,8	82,4	42

Graphique 2 : Principaux fonds d'appui à l'atténuation (2003-2021)²



Qui reçoit l'argent et quels types de projets d'atténuation sont financés ?

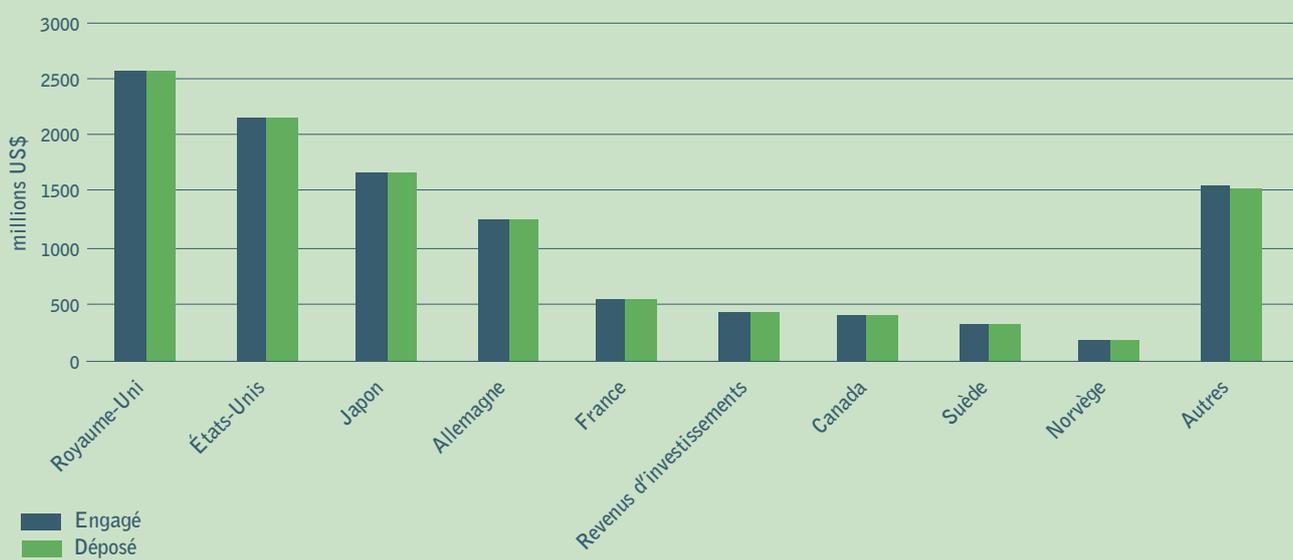
Le financement de l'atténuation a été réparti de manière relativement égale entre les différentes régions (graphique 4). Cependant, la situation est différente en ce qui concerne la répartition par pays. Dix pays ont reçu 48% du financement total de l'atténuation. Les pays en développement rapide ayant des besoins et des potentiels d'atténuation substantiels tels que l'Inde (1,3 milliards US\$), l'Indonésie (635 millions US\$), l'Afrique du Sud (619 millions US\$), la Turquie (498 millions US\$) et le Mexique (435 millions US\$), sont les premiers bénéficiaires de financements d'atténuation approuvés. Il peut y avoir des tensions entre la réalisation d'opportunités d'atténuation des GES à grande échelle dans un nombre restreint de pays et l'investissement dans des solutions à plus petite échelle dont tous les pays en développement peuvent bénéficier. De nombreux projets soutenus par le FEM et le SREP ont cherché à améliorer l'accès à l'énergie pour les plus pauvres en soutenant l'électrification rurale à l'aide de technologies d'énergie renouvelable.

Avec le FEM-6 en 2014, le FEM a commencé à déplacer sa stratégie de programmation des investissements au

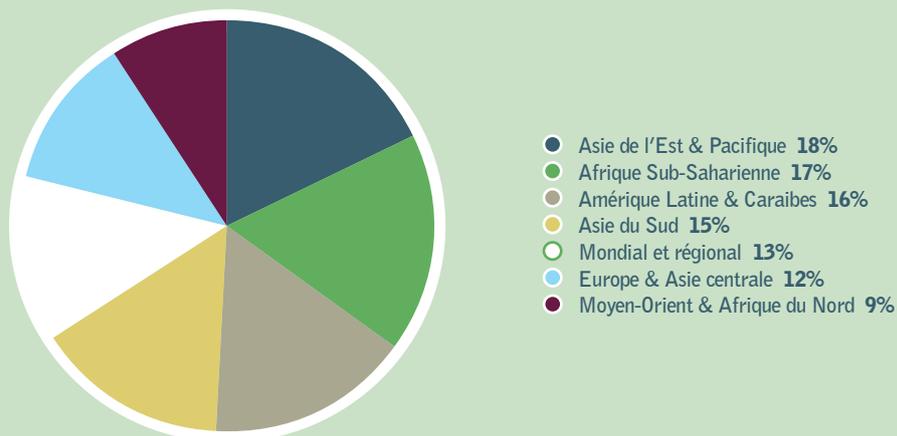
niveau des projets dans des technologies spécifiques vers une approche programmatique holistique pour couvrir différents domaines d'impact (GEF, 2014). Le FEM-7 (2018-2021) a continué à poursuivre une programmation intégrée, où l'impact sur le climat a été assuré à partir de la programmation dans d'autres domaines d'intervention et les plans visant à étendre davantage son approche sur des instruments autres que les subventions. Pour cette raison, et à la lumière de l'opérationnalisation du FVC, le domaine d'intervention sur le changement climatique a été réduit au cours du FEM-7 (FEM, 2018).

En 2021, l'importance du FVC en tant que source principale de financement pour les mesures d'atténuation mondiales s'est poursuivie. Le GCF a approuvé 1,369 millions US\$ pour neuf projets d'atténuation, dont deux projets avec chacun 250 millions US\$ ou plus en prêts concessionnels. Au Costa Rica, ce prêt concessionnel améliorera le système de transport public du pays en soutenant l'installation d'un système de transport léger sur rail électrique, tandis que le deuxième grand prêt concessionnel promeut un programme régional de "relance verte" contribuant à la reprise économique après la COVID-19 via un soutien à un mécanisme de financement vert de l'ASEAN au Cambodge, en Indonésie, en RDP du Laos, en Malaisie et aux Philippines.

Graphique 3 : Engagements et dépôts aux fonds d'atténuation⁴ (2003-2021)



Graphique 4 : Répartition régionale du financement de l'atténuation (2003-2021)



Références et lectures complémentaires

Climate Funds Update: www.climatefundsupdate.org

CTF (2021) CTF semi-annual operational report. Washington, DC: Clean Technology Fund, CTF/TFC.26/3, June 2021. https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/cif_enc/files/meeting-documents/ctf_tfc.26_3_ctf_semi-annual_operational_report_final.pdf

GEF (2014) GEF-6 programming directions. Washington, DC: Global Environment Facility. <https://www.thegef.org/documents/gef-6-programming-directions>

GEF (2018) GEF-7 replenishment. Resource allocation scenarios and global environmental benefits targets. Washington, DC: GEF. https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/GEF-7%20Resource%20Allocation%20and%20Targets%20-%20GEF_R.7_22.pdf

IPCC (2014) Climate change 2014: synthesis report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/syr/>

IPCC (2018) Summary for policymakers. In: V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H. O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P. R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J. B. R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M. I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, T. Waterfield (eds.) Global warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty. Geneva: World Meteorological Organization. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/05/SR15_SPM_version_report_LR.pdf

IPCC (2021) Summary for Policymakers. In: Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.) Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva: World Meteorological Organization. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_SPM_final.pdf

OECD (2021) Forward-looking Scenarios of Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2021-2025: Technical Note, Climate Finance and the USD 100 Billion Goal, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/a53aac3b-en>.

UNFCCC (2015) Paris Agreement. FCCC/CP/2015/10/Add.1. Bonn: United Nations Framework Convention on Climate Change. http://unfccc.int/paris_agreement/items/9485.php

UNFCCC (2020) Biennial assessment and overview of climate finance flows report. Bonn: UNFCCC Standing Committee on Finance. <https://unfccc.int/topics/climate-finance/resources/biennial-assessment-of-climate-finance>

UNFCCC (2021a) First report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement. Bonn: UNFCCC Standing Committee on Finance. <https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/needs-report>

UNFCCC (2021b) Nationally determined contributions under the Paris Agreement. Revised synthesis report by the secretariat. FCCC/PA/CMA/2021/8/Rev.1. Bonn: UNFCCC. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_08r01_E.pdf

Notes

1. Un nouveau programme d'investissement de 2,5 milliards US\$ pour l'accélération de la transition du charbon (ACT) a été approuvé par le Comité du fonds fiduciaire du CTF en octobre 2021. Le nouvel ACT avec l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Indonésie et les Philippines sélectionnés pour être les premiers bénéficiaires, sera soutenu par des engagements financiers des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Canada et du Danemark. Étant donné que ces promesses n'ont pas encore été officiellement confirmées et déposées, elles ne sont pas incluses dans les chiffres du CTF enregistrés par les CFU en février 2022.
2. Les fonds multi-foyers, les montants des engagements et des dépôts du FEM et du FVC sont inclus, tandis que les approbations et les projets représentent des projets d'atténuation dédiés.
3. Ce montant reflète les dépôts des pays en utilisant le taux de change initial officiel de mobilisation des ressources du FVC fixé en novembre 2014 pour les contributions du FVC-IRM et le taux de change officiel fixé pour la première reconstitution en octobre 2019 pour les contributions du FVC-1, et non les montants réels reçus en tenant compte des fluctuations des taux de change.
4. Il est impossible de déterminer la part des engagements découlant de certains pays pour le FVC et qui sont donc exclus de ce graphique (voir CFF11 pour plus d'informations sur l'engagement).

Les Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

© ODI et HBS 2022.
CC BY-NC 4.0.